



Ordonnance sur l'assainissement des sites pollués

(Ordonnance sur les sites contaminés, OSites)

Modification du ...

*Le Conseil fédéral suisse
arrête :*

I

L'ordonnance du 26 août 1998 sur les sites contaminés¹ est modifiée comme suit :

Preamble

vu les art. 32c, al. 4, et 39, al. 1, de la loi du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement² (LPE)

Art. 1, al. 1 et 2, phrase introductive

¹ La présente ordonnance vise à garantir que les sites et les places de jeux pollués (art. 2, al. 2) seront assainis s'ils causent des atteintes nuisibles ou incommodantes à l'environnement, ou s'il existe un danger concret que de telles atteintes apparaissent.

² Elle règle les modalités du traitement des sites et des places de jeux pollués selon les étapes suivantes : ...

Art. 2, al. 1, let. d, et al. 2 à 4

¹ On entend par *sites pollués* les emplacements d'une étendue limitée pollués par des déchets. Ces sites comprennent :

- d. les sites d'extinction d'incendie : sites pollués par des mousses anti-incendie contenant des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS).

² On entend par *places de jeux et espaces verts publics pollués* (*places de jeux pollués*) les sites accessibles au public qui appartiennent à des collectivités de droit public, dont les sols sont pollués par des substances dangereuses pour l'environnement et où des enfants en bas âge jouent régulièrement.

¹ RS 814.68

² RS 814.01

³ Les sites et les places de jeux pollués *nécessitent un assainissement* s'ils engendrent des atteintes nuisibles ou inconfortables ou s'il existe un danger concret que de telles atteintes apparaissent.

⁴ Les *sites contaminés* sont des sites et des places de jeux pollués qui nécessitent un assainissement.

Art. 3, phrase introductive

Les sites et les places de jeux pollués ne peuvent être modifiés par la création ou la transformation de constructions et d'installations que : ...

Art. 7 Investigation préalable

¹ Sur la base de la liste de priorités, l'autorité demande qu'une investigation préalable des sites pollués nécessitant une investigation soit effectuée dans un délai approprié ; cette opération comprend généralement une investigation historique et une investigation technique.

² Si on s'attend à ce qu'une place de jeux (art. 2, al. 2) doit être assainie, l'autorité demande qu'une investigation préalable soit effectuée dans un délai approprié ; cette opération ne comprend généralement qu'une investigation technique.

³ L'investigation préalable permet d'identifier les données nécessaires pour apprécier les besoins de surveillance et d'assainissement (art. 8) et de les évaluer du point de vue de la mise en danger de l'environnement (estimation de la mise en danger).

4 à 6 Actuels al. 2 à 4

Art. 8, al. 1

¹ L'autorité examine, sur la base de l'investigation préalable, si le site ou la place de jeux pollués nécessitent une surveillance ou un assainissement en vertu des art. 9 à 12. Ce faisant, elle tient compte des atteintes causées par d'autres sites pollués ou par des tiers.

Art. 9, al. 1^{bis}

^{1bis} Si une surveillance de plusieurs années révèle que, en raison des caractéristiques du site pollué ainsi que de l'évolution des concentrations de polluants au cours du temps, le site ne nécessitera très probablement pas d'assainissement conformément à l'al. 2, la surveillance du site n'est plus nécessaire.

Art. 10, al. 1^{bis}

^{1bis} Si une surveillance de plusieurs années révèle que, en raison des caractéristiques du site pollué ainsi que de l'évolution des concentrations de polluants au cours du temps, le site ne nécessitera très probablement pas d'assainissement conformément à l'al. 2, la surveillance du site n'est plus nécessaire.

Art. 12, al. 1 et 2, 1^{re} phrase

Un sol qui constitue un site pollué ou une partie de site pollué, respectivement une place de jeux polluée ou une partie de place de jeux, polluée nécessite un assainissement lorsqu'une substance qu'il contient dépasse la valeur de concentration correspondante fixée à l'annexe 3. Cela s'applique aussi aux sols faisant déjà l'objet d'une restriction d'utilisation.

² Les sols qui ne nécessitent pas un assainissement au sens de l'al. 1, même s'ils constituent un site pollué ou une partie de site pollué, respectivement une place de jeux polluée ou une partie de place de jeux polluée, et les atteintes portées aux sols par les sites pollués sont évaluées conformément à l'ordonnance du 1^{er} juillet 1998 sur les atteintes portées aux sols³.

Art. 13, al. 2, phrase introductive

² Si un site ou une place de jeux pollués nécessitent un assainissement (site contaminé), l'autorité demande : ...

Art. 14, al. 1, let. a

¹ Pour apprécier les buts et l'urgence de l'assainissement, les données suivantes sont identifiées dans le détail et évaluées sur la base d'une estimation de la mise en danger :

- a. type, emplacement, quantité et concentration des substances dangereuses pour l'environnement présentes sur le site ou la place de jeux pollués ;

Art. 18, al. 1, let. c

¹ L'autorité évalue le projet d'assainissement. Ce faisant, elle tient compte en particulier :

- c. des dangers que représente le site pour l'environnement avant et après l'assainissement ;

Art. 20, al. 1

¹ Les mesures d'investigation, de surveillance et d'assainissement doivent être exécutées par le détenteur du site ou de la place de jeux pollués.

Art. 24, let. c

Il peut être dérogé à la procédure régie par la présente ordonnance lorsque :

- c. un site ou une place de jeux pollués sont modifiés par la création ou la transformation d'une construction ou d'une installation ;

³ RS 814.12

II

La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} novembre 2026.

...

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le président de la Confédération, Guy Parmelin

Le chancelier de la Confédération, Viktor Rossi